

## Xylella: le port de Bastia bloqué par les professionnels

Très tôt hier matin, pépiniéristes, jardiniers et paysagistes ont manifesté leur colère et dénoncé le non-respect de l'accord visant à empêcher l'introduction de végétaux susceptibles d'importer la bactérie en Corse

Six heures du matin, hier, port de commerce de Bastia. Un camion benne bloque l'accès avec l'aide d'une trentaine de véhicules. Sur les pare-brise, plusieurs slogans témoignent du ras-le-bol de tout un secteur : "Je suis paysagiste", "Xylella m'a tué", "Nos végétaux sont sains".

Plus d'une centaine de personnes s'est mobilisée pour exprimer sa colère : pépiniéristes, paysagistes et jardiniers sont venus de toute la Corse pendant la nuit. Bien décidés à se faire entendre. Les passagers des premiers bateaux sont contraints d'attendre sur le parking du port.

Au niveau du rond-point de Toga, la circulation est interrompue, ce qui entraîne d'importants embouteillages. Par solidarité, une dizaine de chauffeurs poids lourds et leurs véhi-

cules ont fait le déplacement.

Motif du mécontentement : les conditions imposées aux professionnels pour l'importation de végétaux dans le cadre de la lutte contre la terrible bactérie Xylella fastidiosa, signalée pour la première fois en Corse-du-Sud en juillet 2015, et qui s'attaque à de très nombreux végétaux.

### Un olivier sur le siège arrière

"Il y avait un accord en janvier qui n'a pas été respecté sur l'entrée de végétaux sous dérogation, dénonce Monique Meunier, porte-parole du collectif de défense des pépiniéristes, paysagistes et jardiniers de Corse. Nous n'avons pas été écoutés il y a quinze jours par le directeur de la Draaf".



Plus d'une centaine de personnes s'est mobilisée pour exprimer sa colère : pépiniéristes, paysagistes et jardiniers sont venus de toute la Corse pendant la nuit. /PHOTO CHRISTIAN BUFFA

Nous voulons maintenant rencontrer le préfet de région." Ironie du sort : l'une des premières voitures de la longue file formée à la sortie du ferry a sur l'un de

ses sièges arrière un plant d'olivier. "Vous voyez, c'est exactement ce que l'on dénonce !", lance Monique Meunier.

De vifs échanges s'engagent entre certains passagers bloqués et les manifestants.

Selon ces derniers, les grandes surfaces et les particuliers ont toujours la possibilité d'importer librement des végétaux à risque en Corse.

"Nous travaillons avec 250 espèces susceptibles de porter le syndrome du xylella. Certaines peuvent être importées sous dérogation, mais d'autres, comme la lavande et le romarin, sont interdites. Cela n'empêche pas les particuliers de se fournir alors que nous, professionnels, nous assurons la traçabilité, affirme Gilbert Gianneli, propriétaire d'un magasin spécialisé au nord de Bastia. Il n'y a pas les moyens de production suffisants en Corse pour se passer de l'importation de végétaux."

En fin de matinée, le collectif de défense a libéré l'accès au port de commerce à l'issue d'un entretien avec les services de l'État et l'assurance d'être reçu, dans l'après-midi, par le préfet de région à Ajaccio.

ROMAIN COLAS

### "Nous ne sommes pas soutenus par nos hommes politiques"

Le coup de force de la matinée a été interrompu sur l'engagement du préfet de Corse, Bernard Schmeltz, de recevoir une délégation l'après-midi même. Ils étaient donc une dizaine à se présenter sur le coup de 16 h 30, au palais Lantivy. Après 45 minutes d'entrevue avec Bernard Schmeltz et Jacques Parodi, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse (Draaf), les membres du collectif sont repartis en ayant la satisfaction d'avoir été entendus. Et la certitude d'être à nouveau reçus dans

10 jours. "Nous avons pu exposer nos désaccords avec le non-respect de l'arrêté préfectoral de 2015, confie Marc Furfaro, pépiniériste à Lucciana. Celui-ci stipule que l'on peut importer des plantes d'Espagne, d'Italie ou du Continent sous dérogation, avec un passeport phytosanitaire européen. Or, aujourd'hui, on nous interdit toute importation. C'est le blocus total. Mais les particuliers ne subissent pas la même rigueur que les professionnels." La problématique sanitaire se double d'une contrainte économique qui pénalise le secteur.

"En avant saison, les pépinières risquent d'être vides. Sur les oliviers, en provenance d'Espagne, on estime que nos pertes, tous professionnels confondus, s'élèvent à 12 millions d'euros. C'est 20% de notre chiffre d'affaires", déplore Monique Meunier, porte-parole du collectif.

"Nous n'avons d'ailleurs pas eu le moindre soutien politique ce matin. Seuls les transporteurs et Jean Dominici, de la CCL2B, nous ont soutenus", déplore Marc Furfaro.

J.-P. S.